

de la transition en cours et ses enjeux

de sous-emploi en Algérie — notamment des jeunes, de l'ordre de 30% — est régulièrement bien plus élevée que celle de pays économiquement proches. Par leur poids croissant, ces deux phénomènes constituent une contrainte majeure — assimilable à une véritable «bombe à retardement» — pesant lourdement sur tous les équilibres économiques, sociaux et politiques du pays dont ils menacent directement les conditions de croissance et de stabilité.

En effet, celles-ci ne pourront longtemps dépendre des diverses économies de bazar, de l'informel, de la débrouille, voire de la survie — incluant de larges pans obéissant à des logiques mafieuses — qui, de plus en plus étroitement liées et durablement installées, dévalorisent socialement le travail physique et intellectuel et, ipso facto, minent les conditions de formulation et de mise en œuvre d'une politique économique adaptée aux évolutions mondiales. En ce qui concerne le malaise social évoqué, en témoignent la violence, souvent d'une latence prégnante, et la criminalité ou l'émigration clandestine — de la part des jeunes harraga — vers l'Europe ou la consommation de drogues ou la corruption à divers niveaux d'institutions publiques, nationales et locales ou le manque de considération pour l'espace et l'hygiène publics ou le renforcement de l'attachement des individus aux groupes primaires comme repères dominants de leurs comportements publics conduisant au clientélisme et au régionalisme.

Ou bien encore les formes récurrentes d'émeutes urbaines, selon différents degrés d'acuité et dont la récente et violente éruption ne constitue qu'un moment — certes, fort — dans une succession d'événements appelée, de toute évidence, à se poursuivre. Tous, désormais amplement banalisés — la sur-utilisation dans bien des circonstances de la vie quotidienne par les jeunes du mot «normal», curieusement prononcé en français et sur un mode aussi ironique qu'amer est un signe très révélateur d'un profond ressentiment — ces phénomènes sont progressivement devenus des caractéristiques structurelles du fonctionnement de la société et façonnent en profondeur les rapports qu'elle entretient avec l'Etat qui, de plus en plus, sont empreints de distance, voire de défiance.

L'importance des problèmes identifiés dans la société indique clairement que le discours officiel y perd régulièrement en efficacité pour tout ce qui concerne l'imposition de ses normes et valeurs, telles que théoriquement postulées et proclamées avec comme conséquence directe un «divorce» de fait entre société et Etat. Tout se passant comme si leurs valeurs, logiques et pratiques dominantes respectives fonctionnaient sur des plans différents, mais en maintenant, par un accord tacite, à chaque fois que nécessaire, un seul terrain de rencontre — tout à fait décisif pour la préservation des grands équilibres politiques et sociaux — celui relatif aux diverses formes de redistribution des ressources rentières, inscrites au cœur même du «contrat social» implicitement noué, depuis longtemps déjà entré en crise et dont chacun a conscience que c'est bien de son maintien que dépend un degré minimum de cohésion de la société.

Politique, dans la mesure où, alors que l'hypothèse terroriste est toujours présente, les problèmes rencontrés par le pays posent directement la question de la responsabilité des élites qui ont effectivement eu la charge des affaires publiques et qui doivent faire le bilan des actions qu'elles ont conduites. Etant entendu que, par delà le rôle des individus — certes important et qui doit être évalué — est directement interpellé celui de la nature du

système politique en place, en tant qu'ensemble organisé d'institutions, de discours et de mécanismes de prise de décision, considéré dans ses deux types de fonctionnement : formel, mais surtout réel qui, de plus en plus, peut être caractérisé comme de type oligarchique. A cet égard, il est très significatif que, depuis quelque temps, de nombreux débats publics ont directement évoqué — thème trop longtemps refoulé — le rôle que joue l'armée, en tant qu'institution, dans de nombreux processus de prise de décision à caractère politique, qui ne relèvent donc pas de ses domaines de compétence, stricto sensu. Or, il est clair que cet élargissement du champ d'action de l'armée hors de ses attributions formelles trouve sa légitimité dans l'héritage qu'elle est censée assumer en tant que, formellement, elle se pose comme continutrice de l'action fondatrice de l'Armée de libération nationale. De manière plus générale, le champ politique, actuellement dominé par les trois grandes formations politiques constituant l'Alliance présidentielle — Front de libération nationale et Rassemblement national démocratique, inscrits en droite ligne de l'action du FLN «historique», et Mouvement de la société de la paix, d'inspiration islamiste — demeure fondamentalement marqué par un discours tirant toute sa légitimité de la continuité eu égard au message et l'action du FLN «historique». En fait, tout se passe comme si, dans le domaine politique aussi, fonctionnait une logique de rente, d'origine historique — constituée par toute l'accumulation de production symbolique générée à partir de 1954, comme rupture fondatrice — dont la plupart des acteurs politiques, ainsi que nombre de ceux s'exprimant au nom de la société civile, continuent, d'une manière ou d'une autre, de bénéficier, en usant et en abusant pour justifier leurs pratiques quotidiennes dans un contexte de plus en plus objectivement éloigné de celui des origines fondatrices.

Pendant très longtemps dynamique et créative, cette production symbolique était, à la fois, socialement légitime et porteuse de sens aux plans historique, sociétal et ontologique. Puis, figée et fossilisée, elle s'est progressivement transformée, de facto, en une source de rente car, le temps passant, elle correspondait de moins en moins à une activité de production de dynamiques, références et pratiques originales plus ou moins proches de celles initiées par les «pères fondateurs». Or, de plus en plus, par une logique de détournement de sens et de captation, elle est devenue un simple moyen d'autolégitimation de pouvoirs en place, en panne totale d'imagination et, surtout, soucieux de se perpétuer le plus longtemps possible en utilisant pour se reproduire, selon les mêmes logiques fondamentales de stricte instrumentalisation — outre le «stock disponible» d'hydrocarbures — le «stock disponible» de légitimité historique. D'ailleurs, d'un point de vue symbolique, la meilleure illustration de cette logique consiste dans l'utilisation encore faite de l'appellation même de FLN, désormais complètement vidée de son sens, pour désigner un parti politique. Alors que, depuis l'instauration du multipartisme, elle aurait dû être interdite afin de ne pas porter atteinte à un riche patrimoine historique — appartenant depuis longtemps déjà à la mémoire collective et relevant de l'analyse historique critique — et qui ne saurait, dans une démarche de manipulation politicienne, être rétrogradé au rang de banal acteur de la vie politique.

En fait, une analyse du paradigme structurel fondamental selon lequel a évolué, depuis 1962, la société algérienne contemporaine, sous l'angle de sa déconstruction théorique pour mieux en comprendre les fondements mêmes, permet de conclure qu'il s'est progressivement constitué, puis s'est affirmé et a fonctionné autour de deux

logiques systémiques croisées de rente. Bien que d'origines différentes, elles ont fini par entretenir entre elles, notamment aussi de par leur instrumentalisation politique, d'étroites relations et en sont devenus les substrats fondamentaux. La première, objectivement caractérisable comme telle, à caractère économique et à finalité économique, sociale et politique, est basée sur l'exploitation des hydrocarbures et leur valorisation sur le marché mondial.

La seconde, symboliquement caractérisable comme telle, à caractère historique et à finalité sociale et politique, est basée sur l'exploitation de la forte légitimité historique acquise lors de l'action menée contre le colonialisme pour libérer le pays. Et, au final, c'est donc bien à partir de ce paradigme bi-rentier, agissant comme incontournable et ultime système général de référence, que tous les acteurs sociaux — consciemment ou inconsciemment, d'une manière ou d'une autre — dans leurs pratiques individuelles et collectives ont déployé leurs stratégies de défense de leurs intérêts en tentant de maximiser les avantages — matériels et/ou symboliques — qu'ils pouvaient retirer de leur recours à l'une ou à l'autre des deux rentes ou, de manière plus générale, étant donné leur étroite articulation, aux deux à la fois. Ce paradigme bi-rentier qui a, pendant longtemps, constitué un cadre de référence pour, à la fois, la société et l'Etat, a réuni autour de lui un fort consensus social, malgré les indéniables inégalités prévalant dans les possibilités d'accès aux avantages qui y sont plus ou moins directement attachés en raison, d'abord, des nombreux processus de forte mobilité sociale ascendante qui en ont procédé et ont complètement bouleversé les structures de la société algérienne, telles qu'elles étaient à la veille du déclenchement de la guerre de libération.

Or, aujourd'hui, ce paradigme bi-rentier — de par sa nature même, objectivement engagé dès le départ dans une course contre le temps — est déjà entré en crise et, de plus en plus, il entre inexorablement dans une spirale descendante en raison de l'épuisement progressif des capacités d'efficacité sociale de ses deux sources de rente, toutes deux non renouvelables. La première, car, en termes d'offre, le stock d'hydrocarbures fossiles ne peut que décliner alors qu'en termes de demande, la population potentiellement bénéficiaire ne peut que croître (de l'ordre de 50 millions d'habitants en 2050) limitant de beaucoup les marges de manœuvre qu'ont pu, pendant longtemps, constituer les mécanismes de redistribution de la rente. La seconde, car en termes d'offre, le stock de légitimité historique diminue, puisque relevant de moins en moins d'actions tangibles et de plus en plus du registre symbolique des mémoires collective et individuelle alors qu'en termes de demande, celle-ci est de plus en plus faible, venant de la part d'une population jeune de moins en moins sensible au discours officiel tenu qui évoque des réalités qu'elle n'a jamais connues et qui, pour sa part, exprime, avant tout, une demande en termes de projet d'avenir.

Dans ce sens, un examen des perspectives qui se dessinent pour la société algérienne permet de formuler l'hypothèse que les années à venir vont nécessairement correspondre à une difficile phase de transition systémique — de fait, largement entamée et appelée à être régulièrement rythmée par des phases de tensions, de toutes natures et plus ou moins aiguës — entre l'ancien paradigme bi-rentier, aujourd'hui déjà entré en crise, en conséquence de moins en moins efficace et inéluctablement destiné à disparaître, et un nouveau paradigme dont les contours commencent à se dessiner, le contenu en demeurant encore imprécis.